Augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription

Exposé de la motivation de l'augmentation de capital

Lors du conseil d'administration des 16 avril et 18 octobre dernier, celui-ci avait pris acte des besoins en financement de la SEM et des enjeux de la continuité d'exploitation de la société ainsi que de la stratégie de développement.

Par sa situation le Pôle Aéronautique est un foncier stratégique ce que confirme la mission d'études et de conseils dirigés par l'ingénieur général Laurent Collet –Billon, ancien délégué Général à l'armement et par le Général d'armée Jean-Paul Paloméros ancien chef d'état-major de l'armée de l'air.

Quatre opportunités sont à saisir immédiatement :

- 1) La décision de l'Armée de l'Air d'implanter la flotte de MRTT sur la base aérienne d'Istres. Cela constitue une occasion inespérée de promouvoir des industriels locaux, des PME et des startups dont la demande d'espaces, de hangars et de bureaux est d'ores et déjà très importante.
- 2) De la même façon, le développement propre des missions logistiques de la BA 125 qui va devenir un véritable hub de projection des forces armées françaises, voire européennes, va générer des fonctions logistiques importantes directes et dérivées générant une chaîne de sous-traitance locale significative.
- 3) Le développement des capacités d'essais en vol d'avions civils et militaires Du Pôle étatique (DGA/EV) et du Pôle industriel Dassault Aviation et ses partenaires (Safran /Thales).
- 4) Le plan de relance de l'économie avec la mobilisation de financements (Europe, Etat, Région, Métropole, ...)

Toutes les conditions sont réunies pour consolider le développement du pôle aéronautique.

Afin de pouvoir saisir l'ensemble de ces opportunités, le foncier du pôle aéronautique doit être aménagé à l'échéance de fin 2022. Cet aménagement va fonder une offre foncière aux capacités de répondre à ces enjeux de développement économique.

Dans ce cadre, il est proposé au conseil d'administration de procéder à une augmentation du capital social de la société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'un montant nominal de cinq millions cent dix-neuf mille six cent quarante (5 118 640) euros pour le porter de dix-sept millions six cent cinquante-huit mille (17 658 000) euros à vingt-deux millions sept cent soixante-dix-sept mille six cent quarante (22 776 640) euros, par l'émission de cinq cent quatre-vingt-sept (587) actions nouvelles d'une valeur nominale de huit mille sept cent vingt (8 720) euros chacune. Ces actions nouvelles seraient émises à un prix par action correspondant à leur valeur nominale.

Les actions nouvelles ainsi émises pourraient être souscrites en numéraire pendant la période de souscription et seraient intégralement libérées lors de leur souscription par versement en espèces ou par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la société.

Les actions nouvelles qui seraient émises par la société porteraient jouissance à compter de la réalisation définitive de l'augmentation de capital susvisée. Elles seraient, dès leur création, intégralement assimilées aux actions anciennes, jouiraient des mêmes droits et seraient soumises à toutes les dispositions des statuts de la société.

Les actionnaires de la société bénéficieraient sur les actions nouvelles à émettre d'un droit préférentiel de souscription à titre irréductible qui s'exercerait à raison de 1 action nouvelle pour 3,44 actions anciennes.

Les actionnaires de la société bénéficieraient également d'un droit de souscription à titre réductible, au prorata du nombre d'actions anciennes possédées dans la limite de leurs demandes et sans attribution de fractions, en vue de la répartition des actions non absorbées par l'exercice des droits de souscription à titre irréductible.

Dans le cas où les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'absorberaient pas la totalité de l'augmentation de capital, le conseil d'administration, conformément aux dispositions de l'article L. 225-134 du code de commerce, pourrait limiter le montant de l'augmentation de capital au montant des souscriptions reçues sous la condition que celui-ci atteigne au moins les trois quarts du montant total de l'augmentation de capital décidée.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-134, III du code de commerce, dans le cas où le nombre des actions non souscrites représenterait moins de 3 % du montant de l'augmentation de capital décidée, le conseil d'administration pourrait, d'office et dans tous les cas, limiter le montant de l'augmentation de capital au montant des souscriptions recueillies.

Il est précisé qu'en application des dispositions de l'article L 1524-1 du code général des collectivités territoriales, les collectivités actionnaires seront tenues de délibérer afin d'autoriser leur représentant aux assemblées générales à voter favorablement aux résolutions d'augmentation de capital.

Proposition de résolution

Le conseil d'administration, constatant que le capital social est entièrement libéré, approuve le principe de la réalisation d'une augmentation de capital de la société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, conformément aux modalités exposées ci-dessus.